

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 juillet 2018

HARMONISATION DE L'UTILISATION DES CAMÉRAS MOBILES PAR LES AUTORITÉS
DE SÉCURITÉ PUBLIQUE - (N° 1083)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° CL5

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE 2

Supprimer la deuxième phrase de l'alinéa 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Lorsque les sapeurs-pompiers, les personnels de surveillance pénitentiaire, les agents de police municipales, procèdent à des interventions et qu'ils déclenchent un enregistrement, c'est qu'ils ont conformément senti qu'il était susceptible de se produire un incident de nature à mettre en péril leur intégrité physique. Par conséquent, il semble particulièrement déraisonnable que l'enregistrement soit annoncé par un signal lumineux qui ne fera qu'accroître l'animosité des délinquants contre lesquels est dirigée l'intervention à l'égard des autorités de sécurité. Parce qu'elle met en danger les personnels concernés, cette disposition est supprimée à chacun des articles de la loi.